

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



PARIS, le 1^{er} octobre 2007.

Le CEREM

De création récente, le Centre d'Etudes et de Recherche de l'Ecole Militaire (CEREM), implanté à l'Ecole militaire (bâtiment 13) et placé sous l'autorité du Directeur de l'enseignement militaire supérieur, a pour mission de développer, promouvoir et faire rayonner la pensée stratégique de défense et sécurité en contribuant notamment à la diffusion de nouvelles idées.

www.cerems.defense.gouv.fr

DIRECTION DE
L'ENSEIGNEMENT
MILITAIRE SUPERIEUR

Centre
d'études et
de recherche de
l'Ecole Militaire

La lettre électronique du CEREM

*Apporter de manière concise informations et analyses à partir desquelles
chacun puisse se forger sa propre opinion.*

Objet : La question taïwanaise.

Le différend qui oppose Taïwan à la Chine prend sa source dans l'après seconde guerre mondiale et l'avènement de la République Populaire de Chine (RPC). Formose (futur Taïwan) se voit attribuée un statut tout à fait à part dès 1949, lorsque l'île sert de refuge aux nationalistes du Kuomintang dirigés par Tchang Kai-chek. Son gouvernement est considéré comme le seul gouvernement légitime de la Chine jusqu'en 1971, année durant laquelle il doit céder son siège à l'ONU à la République Populaire de Chine dont les relations avec les Etats-Unis et le reste du monde sont désormais normalisées. Toutefois, la question du statut de Taïwan n'a jamais été véritablement résolue.

La question taïwanaise a connu un certain nombre de rebondissements depuis l'arrivée au pouvoir en 2000 de Chen Shui Bian, membre du Parti Démocrate Progressiste (PDP) qui lutte activement pour l'indépendance de Taïwan. Face aux exigences chinoises de la reconnaissance d'une seule Chine, la République de Chine à Taïwan reste ferme puisqu'elle aspire au statut d'Etat souverain et indépendant. Toutefois, l'adoption le 14 mars 2005 de la loi anti-sécession par le Parlement de la RPC a quelque peu freiné les ambitions indépendantistes de l'île et a forcé le gouvernement taïwanais à adopter une politique plus pragmatique. En effet, le contenu de la loi est à la fois explicite et inflexible. Il s'agit, pour la Chine, de « promouvoir la réunification nationale pacifique » et de « préserver la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale de la Chine » (article 1) en écartant toute possibilité d'indépendance taïwanaise *de facto* comme l'indique l'article 2 : « Il n'existe qu'une seule Chine dans le monde » et « Taïwan est une partie de la Chine ». Malgré tout, la Chine n'exclut pas la possibilité de tentatives de séparation de Taïwan - tentatives auxquelles elle n'hésiterait pas à répondre par la force comme cela est mentionné dans l'article 8 de la loi qui fait état du possible « recours à des moyens non pacifiques et autres moyens si nécessaires ». Bien évidemment, cette loi a suscité de vives réactions chez les Taïwanais et a été à l'origine d'une série de manifestations d'opposition le 26 mars 2005. Toutefois, la menace du recours à la force oblige Taïwan à transiger avec son « adversaire-partenaire » stratégique. Ainsi, en mars 2007, Chen Shui Bian a indiqué dans un discours que

Taiwan souhaitait coopérer avec les Etats-Unis et la Chine pour sécuriser le détroit de Taiwan¹. Par ailleurs, les liens économiques qui lient Taiwan à la Chine sont trop importants pour permettre de véritables écarts diplomatiques. Ainsi, en 2006, les exportations de l'île vers la Chine s'élevaient à 89 milliards de dollars US et les importations à 26,7 milliards de dollars US².

Les développements récents ne tendent toutefois pas vers une véritable stabilisation des relations entre la Chine et Taiwan. En août 2006, le ministère de la défense nationale chinois faisait état de la multiplication des vols militaires chinois au-delà de la frontière du détroit de Taiwan avec le chiffre record de 1700 vols en 2005 contre 940 en 2004³. Par ailleurs, le dernier Livre blanc de la défense nationale révèle une augmentation importante du budget de la défense au cours des dernières années, celui-ci s'élevant à 28,6 milliards d'euros pour l'année 2006⁴. Selon Barthélémy Courmont⁵, « l'un des principaux objectifs de Pékin à court terme est d'entretenir la menace d'envahir Taiwan à un niveau élevé ». C'est dans cette optique que le gouvernement chinois consacre une forte part de son budget de défense à la modernisation de la marine et à la militarisation du détroit. Cette politique de puissance quelque peu belliqueuse se heurte à la méfiance des Taiwanais et à leur refus de soumission. Le fait que Taiwan ait refusé le parcours de la flamme olympique en est d'ailleurs une illustration symbolique. En effet, le gouvernement taiwanais déplore que l'étape de Taïpei se situe entre les pays tiers et les villes chinoises et non entre deux pays tiers. En mai dernier, le Premier ministre taiwanais, Su Tseng-chang, s'est prononcé contre la politique chinoise d'indivisibilité du pays⁶ qui ferait de Taiwan la 23^{ème} province de la RPC. Les Taiwanais rejettent également le principe de Deng Xiaoping, « un pays, deux systèmes » appliqué à Hong-Kong et Macao, Régions Administratives Spéciales (RAS) depuis leur rétrocessions respectives de 1997 et 1999. Or, d'après une enquête mise en avant par le vice-président du Conseil aux Affaires Continentales (MAC), 70% des sondés refusent la mise en oeuvre de ce principe à Taiwan⁷.

Bien qu'étroitement liés à Taiwan depuis 1979, en particulier en adoptant le *Taiwan Relation Act* qui contient une clause de sécurité, les Etats-Unis en se constituant arbitre du différend qui oppose la Chine à Taiwan semblent aujourd'hui moins défavorables à la politique d'une seule Chine édictée par Pékin. Ils tentent ainsi de maintenir le *statu quo*, non sans critique de la part de la RPC qui dénonce le commerce de matériel militaire *high tech* auquel le pays se livre avec Taiwan. Les échanges sont d'ailleurs en forte hausse non seulement grâce à l'augmentation du budget de défense taiwanais (20,1% du budget de l'Etat en 2007) mais également grâce au vote des crédits par le Yuan taiwanais (le parlement) pour l'acquisition de 60 missiles anti-navire Harpoon, 6 à 8 destroyers Aegis et 8 sous-marins diesel⁸. Toutefois, Washington s'inquiète des annonces « chocs » du gouvernement taiwanais, en particulier celles qui concernent le projet de référendum sur l'entrée de Taiwan à l'ONU prévu pour mars 2008 - projet qui reçoit l'appui d'une partie des organisations politiques de l'île. C'est une raison, parmi d'autres, pour laquelle les Etats-Unis ont récemment refusé d'honorer la commande taiwanaise de 66 F-16⁹.

Septembre 2007

¹ « Taiwan, les Etats-Unis et la Chine doivent s'arranger pour la paix dans le Déroit selon le Président », Anthony Lu, Taïpei Soir, 21 Mars 2007

² « Situation économique et financière de Taiwan en 2006 », Mission économique de Taïpei, MINEFI - DGTPE/TRESOR, 12/03/07

³ « De plus en plus d'avions militaires chinois traversent la frontière du Déroit », Taïpei Soir, 30 Août 2006

⁴ « Le nouveau Livre blanc sur la défense de la Chine », Barthélémy Courmont, IRIS, 5 Janvier 2007

⁵ « Le nouveau Livre blanc sur la défense de la Chine », Barthélémy Courmont, IRIS, 5 Janvier 2007

⁶ Communément désignée par les termes « politique d'une seule Chine ».

⁷ « Le système proposé par la Chine n'est pas acceptable pour Taiwan », Anthony Lu, Taïpei Soir, 4 Juillet 2007

⁸ « Livraisons d'armes américaines à Taiwan. Psychodrames, retards, ratés et agacements », François Danjou, 1^{er} Septembre 2007, http://www.questionchine.net/article.php3?id_article=2354

⁹ « Livraisons d'armes américaines à Taiwan. Psychodrames, retards, ratés et agacements », François Danjou, 1^{er} Septembre 2007, http://www.questionchine.net/article.php3?id_article=2354